ont mis fin au boycottage
navires américains ; on sait
les dockers des Etats-Unis
dent, de leur côté, décidé de
plus décharger les bateaux
traliens.

signaux aussi que l'Islande a
idé de reconnaître la R.D.V.
is non le G.R. d'Island. La
lande va elle aussi établir
relations diplomatiques avec
noi. A Oslo, d'autre part,
Bratteli, président du parti
vailliste norvégien, a refusé
l'opposition du secrétaire général
parti social-démocrate suédois
présider une délégation de tous
mouvements scandinaves qui
rendrait à Washington pour
l'ester contre la politique amé-
ricaine. Il a estimé qu'une telle
ion serait inopportune.

● AU VIETNAM, raids et combats
continuent. Les Nord-Viet-
namiens affirment avoir abattu
di un B-52 et un avion sans
de. Ils organisent d'autre part
de aux familles victimes des
ents bombardements. Dans le
d, des appareils américains ont
di, lâché par erreur des bom-
sur la base de Da-Nang. Il
incendié 3 millions de litres
carburant et détruit onze
pareils ; ils ont aussi tressé
atre Vietnamiens et dix Amé-
ains. Les artilleurs du Front
t incendié un dépôt d'essence à
base de Long-Binh, proche de
igon.

● AU CAMBODGE, les gouverne-
mentaux ont évacué, au prix
lourdes pertes, la position de
eah-Prasap, située à 20 kilo-
mètres au nord-est de Phnom-
nh, qui était défendue par un
taillon. Lundi, le maréchal Lon
l a, une fois encore, au cours
une conférence de presse, re-
usé l'idée d'une négociation
e le prince Sihanouk. Le
nce rejette lui aussi cette
pothèse.

Lire nos autres informations
page 2)

que je me refusais à dire quoi que
ce soit sur ma conduite au lende-
main des élections, sauf que ce
que je ferais serait conforme à la
Constitution, et j'essayais, par là,
de mettre fin aux exégèses de
vous-mêmes, messieurs les jour-
nalistes, des hommes politiques
de l'opposition, et aussi d'ailleurs
de ceux de la majorité. D'ailleurs,
j'avais eu l'occasion au printemps
de m'expliquer à ce sujet. En
répondant à vos questions, je
croyais clairement, les solutions
diverses que permettait la Consti-
tution. Je croyais l'avoir fait si
complètement même que lorsque
M. Andrieu, vous vous en souve-
nez, est revenu sur le problème,
je me suis laissé aller à quelque
énervement, ce qui n'est pas dans
mes habitudes et ce que j'ai re-
gretté. Eh bien, aujourd'hui j'en
suis au même point.

Je me refuse à dire par avance
ce que je ferai dans telle ou telle
hypothèse. Je ne vois pas d'ail-
leurs à quel titre on me le de-
mande et à quel titre on prétend
liger de moi que je découvre par
avance ce que sera ma stratégie.
Si je suis candidat, j'aurais
à résoudre des questions que les élec-
teurs me posent sur mon action
future. Je me rappelle d'ailleurs,

mon attachement à cette demo-
cratie de cet élu municipal.

Je ne suis pas candidat je suis élu

A partir du moment où j'étais
candidat, il n'y avait plus de pre-
mier ministre ou d'autres situa-
tions. Je demandais, je sollicitais
des suffrages et je devais pou-
voir répondre aux questions que
l'on me posait. Ce n'était pas
d'ailleurs dans un esprit malveil-
lant que s'exprimait ce maire,
puisque j'ai eu plus de 90 % des
voix dans cette commune. Seule-
ment, je ne suis pas candidat. Je
suis élu et bien élu je crois. Alors
pourquoi veut-on que je me dé-
couvre par avance, pourquoi veut-
on que, dans une situation où il
y a plusieurs inconnues, l'inconnue
du résultat des élections d'abord,
l'inconnue qui résulte des diverses
solutions que permet la Consti-
tution, je sois, moi, obligé de réso-
dre en quelque sorte ces inconnues
et de tirer la solution et de déve-
lopper publiquement ce que sera
mon attitude. J'ai bien le droit
d'abord de me réserver l'effet de
surprise, et puis même, après tout,
de ne pas savoir tout comme les
victimes innocentes des instituts

nostics et des combinaisons, et
c'est pourquoi j'ai lu avec stu-
peur, au point que je l'ai lu deux
fois car je ne le croyais pas, les
déclarations de M. François Mit-
terrand à un poste radiophonique
disant : « Il faut — il s'agissait
de moi — qu'il nous prenne,
excusez le vocabulaire, ce n'est
pas le mien — on le gardera. Et
on lui laissera les pouvoirs qu'il
a eus du peuple. » Je voudrais
en savoir à quel titre M. Mit-
terrand, ou tout autre de ses
alliés, est qualifié pour me garder
ou ne pas me garder, pour me
laisser les pouvoirs que je tiens
du peuple, comme il dit lui-
même, ou pour me les retirer.
Donc je me refuse à ces combi-
naisons. Cela dit d'ailleurs, je
comprends que M. Mitterrand ait
envie de assurer son électorat
en laissant entendre que la com-
plicité d'un gouvernement
de la coalition socialo-commu-
niste est une chose possible. Je
le comprends, mais je ne suis pas
sûr que cela réponde à sa pen-
sée profonde car si je me sou-
viens bien, la dernière fois où
je l'ai rencontré, c'était à l'As-
semblée nationale, en mai 1958.

(Lire la suite page 5, 1^{re} col.)

LES DEUX CONSTITUTIONS

Par GEORGES VEDEL

Que se passerait-il le 12 mars au
matin si la gauche unie emportait
la majorité des sièges ? Quelle serait
la situation du président de la Répu-
blique ? Quelles décisions arrête-
rait-il ? Et, dans le compte à rebours
qui s'annonce, quelle attitude va-
t-il prendre au regard de la bataille
électorale ?

Autant de problèmes que les Fran-
çais se posent. Devant leur com-
plexité, devant l'incertitude des solu-
tions, devant les argumentations de
sens contraire, ils incriminent volon-

tiers l'« Imprévoyance » des con-
stituants, le caractère « incomplet »
des règles juridiques, et ils redou-
tent — ou espèrent — la crise du
régime.

On voudrait ici donner de ce pro-
blème une interprétation simple : la
difficulté ne réside pas dans un
concours de circonstances ; elle n'a
pas sa source dans des maléfices
techniques imputables à des juristes
inconséquents. Elle tient tout simple-
ment à ce que la France possède
simultanément deux Constitutions :
celle de 1958 et celle de 1962, qui
sont incompatibles.

En 1958, la France approuve des
Institutions dont la véritable portée
est masquée par le fait qu'elles sont
remises à de Gaulle et que c'est
dans leur cadre qui devra être réso-
lue l'affaire algérienne. Le général,
c'est-à-dire le seul homme qui puisse
se réclamer d'une triple légitimité :
celle de l'histoire, celle du suffrage
légal des soixante-deux mille grands
électeurs (trois sur quatre), qui l'in-
vestissent le 21 décembre 1958, celle
du suffrage universel, saisissable
dans le vœu populaire, comptée et
recomptée dans les référendums de
1958, de 1961, de 1962. L'affaire algé-
rienne : une des plus dures et des
plus cruelles secousses de notre
histoire politique, à la fois guerre

civile et guerre étrangère, propice
comme toutes les guerres à l'unité
de commandement et à l'oubli des
textes juridiques. La conjonction des
deux phénomènes — en dépit des
frondes parlementaires — fait oublier
à la masse des citoyens qu'il reste
à cette Constitution, qui a le visage
d'airain du général de Gaulle, à
trouver un jour sa propre figure.

Or celle-ci est inscrite dans les
textes, et d'abord dans celui qui
fixe le mode d'élection du succes-
seur. L'élection est remise à ce corps
de notables politiques qui, dans
chaque département, élit les sénate-
urs. L'élu ressemblera sans doute
davantage aux présidents de la
République du passé qu'au général
de Gaulle. Sans doute, la Consti-
tution l'a-t-elle plus puissamment
et plus adroitement armé que ne le
furent Raymond Poincaré et Vincent
Auriol : les mécanismes ingénieux
de l'article 49 rendent plus difficiles
les crises ministérielles ; le droit de
dissolution, d'ailleurs ressuscité par
Edgar Faure en pleine IV^e Répu-
blique, ne sera pas un vain mot ;
le référendum lui permettrait de sai-
sir directement le pays. Mais, enfin,
il ne régnera qu'à travers un gou-
vernement accepté par l'Assemblée
nationale et qui, selon l'article 20 de
la Constitution, « détermine et
conduit la politique de la nation ».

(Lire la suite page 5, 1^{re} col.)

BRIGITTE LES GROS PARADISIENNES

Un reportage
passionnant sur
les conséquences
humaines de
l'urbanisme

Jean-François Revel

UN LIVRE ROBERT LAFFONT

Atelier Critique

AU JOUR LE JOUR

Exposition de blanc

Le début de la campagne
électorale coïncide cette an-
née avec la saison de blanc.
Et il faut reconnaître que,
de part et d'autre, on a pris
soin de laver le linge en
famille avant de le présenter
au public.

Mais les experts de la mode
nous expliquent que, de nos
jours, le blanc parfaitement

blanc est de plus en plus rare.
Le goût moderne exige non
seulement la couleur mais le
ramage violemment baroqué.

Jadis, un candidat était —
par étymologie même — vêtu
de pureté candide et de lin
blanc. Est-ce à dire qu'il nous
l'aura cette année en voir
de toutes les couleurs ?

ROBERT ESCARPIT.

LES DEUX CONSTITUTIONS

(Suite de la première page.)

Au total, si l'on additionne le profil du chef de l'Etat, l'impatience des parlementaires et des chefs politiques, l'agencement juridique des pouvoirs, on voit se dessiner un régime qui ne diffère de la République parlementaire traditionnelle que par deux traits : une magistrature renforcée du chef de l'Etat pour les temps calmes, un peu à la mode de Louis-Philippe ; par le jeu de l'article 16, une dictature de salut public pour les temps de calamité. Mais c'est tout de même une République parlementaire.

C'est sans doute cet avenir que le général de Gaulle a voulu conjurer en 1962, au moment même où la classe politique attendait le retour à la « vraie » Constitution. Biffant sans explications l'un des dogmes de 1958 — la soustraction de l'élection présidentielle au suffrage universel direct, — il décide au contraire que, désormais, trente millions d'électeurs choisiront le chef de l'Etat.

Une révolution

Il est vrai que, sur le moment, rien ne paraît changé. Le reste de la Constitution demeure intact en apparence. Quant à la manière de gouverner de l'homme revêtu de toutes les légitimités, elle ne bougera pas. Le général de Gaulle, après son élection en 1962, sera le chef, le « guide », dira-t-il, comme il l'était auparavant, comme il l'avait été au temps du gouvernement provisoire de la République française. Et, fidèle à sa logique, il gardera le pouvoir tant que les Français le suivront. Comme la présence du général avait masqué le régime de 1958, elle a masqué la révolution de 1962.

C'est pourtant d'une révolution qu'il s'agit. La règle du jeu politique est nouvelle ; dès 1963, on le sait. Les professionnels de ce jeu l'éprouvent d'abord confusément, puis clairement. Pour les partis, la conquête de la présidence de la République commandera, plus que les législatives, l'occupation du pouvoir ; pour les hommes, l'entrée à l'Elysée sera plus que l'honneur suprême, l'heure du destin. Et, de fait, le comportement des joueurs et des équipes sera désormais fonction des échéances présidentielles.

Deux mutations affectent la présidence elle-même. (Que de Gaulle y soit insensible ne change rien au fait.) Tout d'abord, le pouvoir présidentiel se désacralise. Le président « normal » n'est pas un personnage historique, porteur de charmes, mais un candidat qui a battu ses concurrents, celui qui, comme au ballottage de 1965, conquiert cinq Français sur neuf — mieux élu que Kennedy, moins bien élu que Johnson. Mais cette désacralisation s'accompagne d'un enracinement dans la légitimité démocratique : face aux élus du suffrage universel, le président n'est pas seulement le premier d'entre eux ; il est l'élu par

paraît se doter aussi de la structure essentielle du régime parlementaire. Le rêve...

Que cette harmonie n'ait rien de préétabli, de temps en temps le dormeur s'en préoccupe. A la veille des élections de 1967, sous de Gaulle, il s'interroge un peu comme aujourd'hui, puis se rendort. Au début de son septennat, à diverses reprises ensuite, M. Georges Pompidou notera que la majorité présidentielle et la majorité parlementaire ne sont pas la même chose et que l'une ne cautionne pas nécessairement l'autre.

Mais tout conspire à entretenir l'équivoque et à dissimuler les contradictions : l'habitude du « rassemblement » héritée du général de Gaulle, pour qui le concert général autour du chef était de droit ; la solidarité et la camaraderie d'une nouvelle classe politique, contre qui l'assaut se fait de plus en plus dur et qui se serre, au risque de l'étouffer, autour de celui qu'elle tient à la fois pour son chef et pour son garant.

Aussi, finalement, malgré quelques hésitations, non seulement on se refuse à poser le problème institutionnel, mais on met en place la plus « cassante » des pratiques — « cassante » comme un verre. Président de la République, gouvernement, Assemblée, sont d'un seul tenant.

A certains moments, l'on a pu croire aux *Trois Mousquetaires*. Du Palais-Bourbon à l'Elysée, en passant par Matignon, un seul cri : « Tous pour un ! Un pour tous ! »

Des exigences contradictoires

Or, voici venus les temps où il faut se demander ce qui se passerait si la composition de l'Assemblée ne permettait pas de satisfaire simultanément — comme le hasard l'a permis jusqu'ici — aux exigences, par nature contradictoires, de nos deux Constitutions.

La réponse de la gauche est remarquablement habile. Plus légaliste qu'en 1924, elle ne veut faire aucun procès personnel à M. Pompidou ; en cas de victoire elle ne mettrait pas en cause la légitimité de sa présence à l'Elysée ; elle se bornerait — mais c'est l'essentiel — à contester le contenu du mandat dont il se prévaut depuis 1969. Réel ou non, le programme présidentiel deviendrait caduc en face du programme commun des vainqueurs qu'appliquerait un gouvernement émanant de la nouvelle majorité.

A l'opposé, d'aucuns défendent la primauté de la légitimité présidentielle sur la légitimité parlementaire, et ceci a conduit à des vues aventurées et dangereuses sur les moyens d'assurer cette primauté.

L'opinion moyenne — dont on trouvera la doctrine dans les écrits de René Capitant et, notamment, dans son livre posthume récemment paru (1), — est que, par la voie de la dissolution, le peuple devrait rendre un arbitrage sans appel entre les deux pouvoirs qui se réclament de lui. C'est sans doute la solution de sagesse, mais quel en serait le prix ? Un choc aux effets impré-

sibles et, quoi qu'on veuille, une mutation institutionnelle dans le sens parlementaire ou dans le sens présidentiel, selon les résultats de l'opération, c'est-à-dire sur des critères conjoncturels et non structurels.

Pour avoir trop longtemps cru aux remèdes de bonne femme — aux tisanes du « tout-finit-par-s'arranger-grâce-à-la-souplesse-des-institutions » — nous voici aux remèdes de cheval. Et si l'on essayait un diagnostic sérieux ?

Il n'existe pas d'incompatibilité entre l'institution présidentielle de 1962 et le régime représentatif, mais il y en a une entre l'institution présidentielle et le régime parlementaire.

En effet, il n'est pas contradictoire que la nation, par l'élection au suffrage universel direct, approuve la personne et le programme du président et qu'elle désigne, d'autre part, des députés et des sénateurs pour voter lois et budget et pour contrôler l'action de l'exécutif. C'est la démocratie même.

En revanche, si le gouvernement doit avoir la confiance de l'Assemblée nationale, de quelque façon qu'on tourne la chose, il devra être pris dans la majorité de celle-ci. Pour qu'il procède en même temps du président et réalise son programme, il faut que se reproduise et se perpétue l'existence au Parlement d'une majorité inconditionnellement fidèle au président. Et nous voici au rûet. Le pari peut être tenu un certain temps, mais s'il est perdu une fois, il est perdu pour toujours, car la crise de régime condamnera — dans un sens ou dans l'autre — le système.

A ce point de l'analyse, une objection s'élevé. Comment dissocier en fait le régime représentatif du régime parlementaire ? Une Assemblée hostile au président refuserait son programme législatif et son budget ; la responsabilité politique et son corollaire, le droit de dissolution, sont, au contraire, des armes pour l'exécution du programme présidentiel. Et comment parler d'un contrôle des Chambres sur un exécutif qu'elle ne peut renverser ?

L'objection a beaucoup moins de force qu'on ne le croit. Ce qui dramatise le pouvoir législatif en régime parlementaire, c'est que, précisément, chaque texte offre à une opposition structurée, en face d'une majorité structurée, l'occasion de livrer bataille au gouvernement et peut-être de l'emporter. Dans neuf cas sur dix la discipline de parti en matière législative joue non à propos du fond des textes, mais à propos de la confiance ou de la défiance envers le gouvernement que le vote implique.

En fait, tout le monde gagnerait à ce que le travail législatif soit libéré de l'inconditionnalité dans un sens et dans l'autre. Ceci amènerait le président et son cabinet à limiter leur programme législatif à un minimum. Comme le disait récemment M. Pompidou, l'investiture présidentielle correspond à des « directions essentielles », non à un quadrillage de tous les problèmes. L'initiative des parlementaires retrouverait un domaine. Dans la discussion même, des projets venus de l'exécutif, les compromis et les aménagements, nés d'une vraie discussion avec le

Parlement, seraient souvent œuvre de sagesse. Bien plus, à partir du moment où le vote n'est plus une rite d'allégeance, les notions de majorité et d'opposition, la tutelle des partis, perdraient de leur rigidité. Répétons qu'il n'est pas nécessaire que les lois, quel qu'en soit le sujet, soient votées par les mêmes hommes.

Quant au contrôle, sa force tient à son indépendance non à la responsabilité ministérielle. On le sait depuis longtemps aux Etats-Unis, où aucune des deux Chambres ne peut renverser le gouvernement ; on devrait le savoir en France, où les seuls contrôles réels du gouvernement et de l'administration dans ces dernières années (l'O.R.T.F., La Villette) sont venus du Sénat.

Une pratique de type américain

Que ceci nous achemine vers une pratique politique de type américain ne devrait rien ni à l'esprit d'imitation ni au syllogisme juridique. Ce serait tout simplement la conséquence pratique du choix fait en 1962 : un président investi sur quelques grandes options, appuyé par l'opinion dans la poursuite de ces objectifs, obtiendrait d'un Parlement, même orienté autrement que lui-même, l'essentiel des moyens dont il a besoin. Pour le reste, c'est-à-dire hors de son mandat positif, il lui resterait sa stature, les moyens de discussion, voire de marchandage dont tout exécutif dispose, et aussi — ce n'est pas sacrilège — l'acceptation de solutions différentes des siennes sur des points non vitaux.

L'abréviation, si souvent préconisée, du mandat présidentiel, la coïncidence même de celui-ci avec le mandat législatif (techniquement possible si la dissolution est supprimée), seraient évidemment des moyens puissants d'assurer — dès lors qu'il ne s'agit plus d'inconditionnalité — une convergence des vues présidentielles et des vues parlementaires. Et le renforcement des pouvoirs du Conseil constitutionnel — ou, si l'on préfère, la création d'une Cour suprême — évacuerait vers des procédures judiciaires apaisantes les conflits juridiques qui ont tenu, depuis 1958, une place démesurée dans nos luttes politiques.

Comme il faut tout prévoir, on pourrait envisager, suivant une suggestion déjà faite, et notamment dans ces colonnes, une procédure suprême d'arbitrage : en cas de conflit grave et persistant, l'Assemblée nationale comme le président, sur un pied de parfaite égalité, pourraient provoquer de « grandes élections » destinées à renouveler les titulaires de l'un et de l'autre pouvoir. L'existence de cette arme de dissuasion suffirait à en exclure l'emploi et à frayer la voie aux conciliations.

Dans tout ce qui vient d'être dit, comme dans tout projet politique, il y a évidemment un pari. Mais il ne porte pas sur l'impossible et n'est donc pas déraisonnable. En revanche le pari, sur lequel nous avons jusqu'ici vécu, de voir se réaliser simultanément pour une durée indéfinie les coïncidences nécessaires pour satisfaire aux exigences contradictoires de nos deux Constitutions, n'a pas d'avenir. Il suffit, pour s'en convaincre, de constater que l'éventualité démocratique la plus banale, celle d'un changement ou même d'une inflexion de la majorité parlementaire, paraît mettre en cause le régime. C'est pourquoi, quelle que soit l'issue des prochaines élections, il faudra choisir entre la Constitution de 1958 et la Constitution de 1962.

GEORGES VEDEL.

(1) *Démocratie et participation politique dans les institutions françaises de 1875 à nos jours*, Bordas, 1972.